

RAPOPORT Yossef
*Rural Economy and Tribal Society
 in Islamic Egypt.
 A Study of al-Nābulusī's 'Villages of the Fayyum'*

Turnhout, Brepols
 2018, VIII-260 p.
 ISBN : 9782503542775

Avec la nouvelle édition de la relation de Abū 'Amr 'Uṭmān Ibn al-Nābulusī, *Ta'rīḥ al-Fayyūm wa bilādi-hi* (*Histoire du Fayyūm et de ses villages*), Y. Rapoport propose une synthèse des connaissances directes et indirectes que l'on peut inférer de cette source essentielle du Fayyūm ayyoubide. Divisé en 9 chapitres égaux, l'ouvrage est organisé en 3 parties : l'exposé du contexte de la chronique de Nābulusī et donc de l'histoire du Fayyūm jusqu'à l'époque ayyoubide (chapitres 1 et 2), l'analyse profonde de l'apport des données chiffrées de taxation pour la connaissance de l'état des communautés à travers leurs ressources (chapitres 3 à 5) et la synthèse, enrichie des études récentes sur ce sujet, qui souligne l'apport de cette source pour la compréhension du processus d'islamisation déjà achevé à la fin l'époque ayyoubide.

Nous ne reviendrons pas sur la présentation de Nābulusī et du contexte de la réalisation de sa mission (1245), c'est largement l'objet du volume précédent ; à cet égard, cette étude n'est pas exempte de redondances, dues notamment au choix de présenter texte et analyse dans deux volumes séparés. On ne peut que souscrire à la remarque selon laquelle Nābulusī, tout en s'inscrivant dans la tradition des manuels administratifs fatimides d'al-Makhzūmī (1170) et d'Ibn al-Mammātī (m. 606/1209), a en quelque sorte fondé un genre, celui de la topographie historique, poursuivi et portée haut plus tard par les *Khiṭaṭ* d'al-Maqrīzī ; il y ajoute, cependant, des éléments pour que le sultan exerce sa fiscalité, ce qui n'existe pas dans les *khiṭaṭ* classiques. S'y ajoute une somme de « choses vues » dans la vie quotidienne de ce qui fut le grenier à blé de l'Égypte grecque, romaine et du millénaire suivant, que l'auteur ne manque pas d'exploiter avec pertinence.

Dans une introduction qui anticipe largement sur les conclusions, en particulier celles ayant trait aux marqueurs de l'islamisation, l'auteur s'interroge sur la manière de confronter les données du traité avec la documentation des siècles précédents (fatimides, abbassides, jusqu'à l'antiquité gréco-romaine). Notre connaissance de ces périodes a été amplement renouvelée ces dernières années, tant par le travail d'édition des sources papyrologiques que par les fouilles archéologiques. Après les tentatives pionnières

de Salmon (1901) et de Shafei (1940), la cartographie moderne peut-elle apporter des éléments de réflexion et poursuivre l'étude pionnière de Cahen (1956) sur les taxations ? Il est justifié de consacrer les deux premiers chapitres à l'histoire antique et médiévale du Fayyūm, car cela permet de comprendre ses conditions géographiques particulières et servira à maintes reprises de point de comparaison, notamment pour la démographie, les configurations du système de canaux datant de l'époque romaine, l'évolution des cultures et de leur rendement, les niveaux de taxations et leur granularité. L'auteur souligne l'évolution de la fiscalité, en rappelant l'adoption notable sous Dioclétien d'un système de quota par villages à taux unique d'imposition (p. 31).

Il est clair que la singularité du Fayyūm, province paradoxalement proche de la capitale mais isolée, fruit de travaux d'irrigation antiques nécessitant un entretien permanent et une administration précise, en fait une région potentiellement riche qui a produit également à certaines époques des cultures d'exportation.

La christianisation du Fayyūm est considérée comme achevée au v^e siècle, et l'on y compte de très nombreuses églises ainsi que les monastères de Qalamūn et Naqlūn, en bordure des déserts au sud. La conquête musulmane ne bouleverse pas, en premier lieu, le système byzantin, mais au siècle suivant, la taxation par habitant et non par quota est rétablie, et les contrats de louage des terres puis l'impôt *kharāj* sont introduits. Le Fayyūm reste en majorité chrétien, et la loi islamique est garantie par des officiers musulmans dans les villages. Le blé et le lin sont les récoltes les plus mentionnées jusqu'à l'époque abbasside, mais l'Oasis présente une très grande variété de cultures, notamment de fruits, favorisée par une irrigation permanente et deux récoltes annuelles. L'époque fatimide se caractérise par la montée de la culture du riz, et une indéniable prospérité est notée par les visiteurs, qui transparaît des documents. Ceux de la Géniza du Caire y consignent en particulier le commerce florissant et international du lin. Les archives de Banū Bifām – fouilles polonaises au monastère de Naqlūn (Gaubert-Mouton, 2014) – sont un exemple frappant de l'apport de la documentation papyrologique pour la compréhension d'une petite communauté rurale près d'Al-Lāhūn, ses implantations, ses métiers, ses transmissions familiales et l'islamisation en cours.

La rupture se produit comme ailleurs en Égypte sous al-Mustansir : en 1068-74 une crise politique et économique (p. 48, d'après Lev. 1990) sévit, qui voit des épisodes de famine, l'abandon de nombreux villages et l'avancée des occupations bédouines. Les sources documentaires se tarissent également et le déclin du Fayyūm se prolonge jusqu'au début

l'époque ayyoubide. Saladin le réinvestira politiquement et économiquement à travers le système de l'*iqṭā'*, mais l'auteur estime qu'en 1186 les revenus fiscaux sont inférieurs de moitié à leur valeur deux siècles auparavant (p. 50).

Sur le plan démographique, l'auteur isole au chapitre 3 (*La terre, l'eau, les hommes dans le Fayyūm ayyoubide*) deux sources fiables d'étude de la démographie contenues dans le traité : d'une part la corvée *labor levy* de construction d'une digue à Giza, calculée proportionnellement aux surfaces cultivables des villages et fortement corrélée aux taxes sur le blé et d'autre part la capitation *poll-tax* sur les non musulmans de plus de 13 ans. Il parvient par des extrapolations convaincantes (p. 71-74) à un total de 75 000 hab., dont probablement 5 000 pour la seule Madīnat al-Fayyūm. Nombre de villages antiques ont été abandonnés aux marges de l'oasis et les zones les plus denses se situent désormais sur les terres gagnées par le retrait du lac. Puis sont passées en revue les différentes cultures, blé, orge et fèves, mais aussi l'élevage (chapitre 4, *Subsistance et impôt*), puis les cultures d'exportation (chapitre 5, *Sucre, vergers et marchés*), ainsi que le mode de taxation, en les comparant aux époques antérieures. Retenons une estimation à 30% de la taxe prélevée en grains, sur une récolte de 10 *ardabb-s/lfeddān-s*; un adulte consommant environ 2,5 *ardabb-s* par an. Il est frappant de constater que ces chiffres sont équivalents à ceux de l'époque romaine, laissant penser qu'un impôt supérieur n'était pas tenable pour la population (p. 87). Ces impôts donnent de précieuses indications sur la taille des villages et leur principales occupations agricoles, qui varient naturellement en fonction de l'éloignement des principaux canaux ou du rivage du lac; les tableaux et les cartes de distribution sont d'un grand secours.

D'autres cultures ne relèvent plus de la subsistance et sont taxées comme telles : le lin, les vergers, les vignes et les dates destinées au commerce, même la pêche; l'auteur insiste sur le développement rapide à cette époque de la production de sucre de canne au Fayyūm. En effet, bien que remontant à l'époque abbasside, et bien attesté dans la Geniza fatimide, c'est sous les Ayyoubides que se multiplient les plantations de cannes à sucre, principalement au détriment du riz voire du coton, accompagnées de nouvelles presses contrôlées par l'état, quand bien même elles étaient opérées par les détenteurs d'un *iqṭā'*, ou plus directement dans les domaines royaux (*khāṣṣ*). L'auteur modère toutefois leur importance en calculant qu'elles représentent tout au plus 1,5 % des cultures, tout en estimant qu'elles constituent 15% de la production commerciale du Fayyūm (p. 140).

S'attardant sur Madīnat al-Fayyūm, l'auteur en récapitule les revenus en montrant que les taxes de revenus commerciaux (*dār al-wakāla*, *zakāt* sur capitaux et esclaves, industrie textile, échoppes, bains) atteignent le montant des taxes agricoles (autour de 2 500 dinars or) toutes productions confondues, révélant la présence importante de marchands ne résidant pas dans les villages. Au total, les revenus fiscaux du Fayyūm peuvent être estimés entre 100 et 150 000 dinars, aux trois quarts pour les cultures de grains dont il souligne le rôle de subsistance.

Les revenus des *iqṭā'* analysés au chapitre 6 (*Propriété terrienne et Iqṭā'*) sont les principaux revenus fiscaux du Fayyūm et n'échappent pas à la corruption des intermédiaires dénoncée par Nābulusī. Permettant *in fine* le financement de l'armée, ils concernent 90% des villages qui forment chacun une unité d'*iqṭā'* (quelques regroupements ont lieu mais on observe surtout une fragmentation croissante). Les revenus (*irtifā'*) concernent toutes les activités agricoles sauf la *zakāt* sur le bétail et la capitation sur les non musulmans, perçus par l'État. Ils sont attribués à l'aristocratie militaire – à commencer par le sultan avec trois des plus grands villages – pour les plus grandes unités, jusqu'à des parts dans les unités de villages pour les jeunes émirs et les Kurdes, chacun ayant une valeur fiscale (*'ibra*) évaluée par un calcul complexe, mais corrélé aux revenus des grains, en dinars militaires (*dīnār-s jayshī*). On estime ainsi la valeur fiscale d'un *iqṭā'* pour un cavalier, couvrant toutes ses dépenses, à 1 000 dinars militaires (conversion variable de 1/3 à 1/6), totalisant dans une estimation optimiste 600 cavaliers pour tout le Fayyūm (p. 149). Les villageois travaillant sur les terres d'une unité recevaient annuellement une avance en graines à semer de la part des titulaires que l'on estime à 20% de la récolte; mais il ne semble pas que ces titulaires, qui se bornaient à une visite annuelle, aient consenti à des investissements supplémentaires. C'est au *wālī* que revenait la gestion générale, la collecte des taxes, la supervision des agents et des travaux, la résolution des conflits, etc. Le recouvrement des taxes est loin d'être parfait (p. 165), de nombreux villages dans les comptes de Nābulusī ayant des dettes remontant parfois à une décennie; cela peut résulter d'un changement de statut (transfert du *khaṣṣ* vers l'*iqṭā'*, passage à la canne à sucre, etc.), mais il ne semble pas, d'après Nābulusī, que ces sommes importantes aient été réclamées, signe d'une forme de résistance que l'auteur attribue à l'organisation tribale des communautés villageoises.

Nābulusī constate que la vaste majorité des habitants est constitué de '*arab-s* organisés en tribus (non nécessairement des bédouins nomades), par opposition aux *ḥaḍar-s* auxquels ils imposent leur

protection (*khafir*). L'auteur démontre au chapitre 7 (*Village et tribu*) à quel point cette division émane des communautés elles-mêmes et analyse les relations intercommunautaires à l'aune des données fiscales. Les villages ne produisant pas de récoltes en grains sont automatiquement soumis à la protection, tandis que ceux où les cultures de grains prédominent sont systématiquement de structure clanique. Lorsque l'économie est plus variée, les cas sont plus difficiles à trancher et Nābulusī est plus évasif. Ces paysans-bédouins, qui ne possèdent pas leurs terres, sont le plus communément appelés *muzāri'ūn* (comme les Bānu Bifām de Damūyah à l'époque fatimide, bien qu'eux la possèdent) et le terme *fallāḥūn* fait son apparition dans des contextes péjoratifs et de moquerie. L'auteur remarque la superposition des implantations tribales avec la carte des principaux canaux d'irrigation (carte 11 p. 177 et p. 197) : Banū 'Aḡlān et Banū Kilāb occupent les *merides* romaines, les Lawāta sont dans les régions inondables. Il insiste pour signaler qu'aucune trace de nomadisme n'est à signaler, ce sont bien des populations sédentaires, en dehors des déplacements saisonniers de bétails dans l'oasis. S'attardant sur le régime des exemptions ou *rizaq* (p. 185 et suiv.), il rappelle que Nābulusī est le premier auteur à les mentionner. Les *mashāyikh*, chefs de villages, comme les gardiens peuvent se voir attribuer quelques *feddān*-s de terres arables peu ou faiblement taxées, les bénéfices leur revenant, ce que Nābulusī voit comme une rétribution de la protection qu'ils offrent. D'autres professions, indispensables à la production agricole, telles celles des charpentiers (pour les roues) bénéficient de ces avantages, ainsi que cinq monastères qui en tirent quelques revenus, pour un total de 300 *feddān*-s. N. Michel a souligné la redécouverte et l'importance des terres sous exemptions à l'époque ottomane dans son étude sur « Les *rizaq iḥbāsiyya* » (*Anlsl* 30) et il a fait remonter leur origine à l'époque ayyoubide, en marge de l'*iqṭā'*.

Avec les archives des Banū Bifām de Damūyah (992-1029), l'on dispose d'un point majeur de comparaison de l'état des communautés, de nombreux signes y montrant l'islamisation en progrès dans un village essentiellement chrétien. Deux siècles plus tard, Nābulusī le comptera parmi les villages musulmans, sans habitants chrétiens, les bédouins Hawwārā (Lawāta) s'y étant installés. Le constat de cette évolution se déroule dans le chapitre 8 (*Chrétiens et musulmans*). L'auteur estime à 2 000 le nombre de non musulmans sujets à la taxe par capitation, dont 200 juifs, et seuls deux villages, Bāja et Minyat al-Usqf, entrent dans la catégorie des villages chrétiens. De petites communautés chrétiennes sont identifiées dans plusieurs villages, autour de 30 à 50 personnes, avec 18 églises actives, et semblent être spécialisées

dans les vergers, l'industrie du sucre, du textile, etc. mais on ne mentionne plus d'agriculteurs coptes. En revanche 13 monastères sont en activité, subsistant grâce aux terres exemptées des villages avoisinants; le nombre total des moines n'excéderait pas 100 (p. 213). Pourtant, on considère qu'une certaine renaissance de la culture copte a lieu à l'époque ayyoubide, avec la compilation de nombreux textes en arabe (dont l'*Histoire des Patriarches*, la traduction de la Bible) et la rénovation du monastère Saint-Antoine en mer Rouge. C'est le fardeau de l'impôt de capitation, culminant vers 1130, qui a conduit à la concentration des coptes dans les villes au détriment des villages producteurs de grains car la taxe s'avérait intenable; on assiste alors à des conversions y compris de moines selon les sources coptes (Swanson, 2010). Bien connue également par les documents de la Geniza du Caire, la capitation s'élève à 2 dinars/p. à l'époque de Nābulusī, sans exemption possible, à comparer au 0,075 dinars de la *zakāt*. Dans les deux villages chrétiens, elle représente plus du tiers des taxes levées.

N. recense 51 mosquées dans les villages, le plus souvent des mosquées du vendredi; les religieux y étaient appointés par le bureau des exemptions (*Dīwān al-aḥbās*) et les revenus proviennent des *rizaq* susnommés, les services religieux étant eux même taxés. Le phénomène marquant de l'Islam local est l'association de mosquées avec des personnages bibliques (Joseph, Jacob) qui auraient séjourné au Fayyoub ou des compagnons du Prophète qui y auraient été enterrés (p. 222). La présence de soufis est ténue, ce dont se plaint N, à l'exception d'une loge à Aṭṭīḥ Šalla près de Naqlūn et sur le site d'un ancien monastère, confirmant selon l'auteur une pratique de continuité des lieux saints. À Madīnat al-Fayyūm cinq madrasas et deux mosquées du vendredi sont signalées par Nābulusī, ainsi que de très nombreux oratoires de quartier. Les madrasas, assez renommées pour faire de la ville un centre - certes mineur - de l'enseignement de l'Islam, étaient financées elles aussi par les terres et jardins avoisinants sous statut d'exemption pour quelques centaines de dinars.

La poussée bédouine de la seconde moitié du XI^e siècle est observée en Égypte et à l'échelle régionale, de la Syrie à l'Afrique du Nord (p. 235, Bianquis 1986). Le terrain du Fayyoub est particulièrement favorable aux installations bédouines depuis la profonde crise politique et économique de 1068-74. Les villages ont désormais une affiliation clanique, se réclamant de généalogies tribales, généralement sans changer leur nom sauf pour les nouveaux hameaux (Damūyah est une exception). Les généalogies auxquelles se rattachent les paysans issus de conversions sont totalement fictives (p. 237-39) et dénotent la recherche d'une origine bédouine mythique et prestigieuse,

phénomène documenté ailleurs (Espagne, Afrique du Nord), comme témoignage d'une négation de la conversion (p. 248, El-Leithy). La démonstration de cette conversion à la fois massive et progressive est étayée par de nouveaux arguments : l'histoire récente des tribus n'est pas mentionnée, seulement les origines nomades mythiques ; il existe clairement des généalogies forgées (p. 241, Lev 2012) et des ancêtres renommés par des noms musulmans ; les nouveaux convertis avaient tout intérêt à bénéficier des privilèges accordés aux clans tribaux, devenant des clients (*mawālī*) et obtenant également le droit de porter des armes pour leur défense ; avec l'instauration de l'*iqṭā'*, la taxation des terres passe au XII^e siècle d'un niveau individuel (avec pour intermédiaire le *dalīl*) à celui global du village : il fallait être membre d'un clan pour avoir une part dans les terres ; enfin si l'on manque de documents précisément de la crise de 1068 à la tournée de Nābulusī, c'est peut-être aussi un élément qui montre l'emprise de la culture orale bédouine.

La quasi disparition des communautés coptes n'est certes pas le résultat de migrations massives ou de déplacements de populations, mais qui peut soutenir aujourd'hui cette thèse défendue par les auteurs médiévaux (xxviii et p. 233) ? C'est bien à une transformation sociétale sous la pression continue des incursions bédouines que l'on assiste, dont l'auteur évalue la vitesse à trois générations seulement.

Revisiter Nābulusī et sa précieuse description du Fayyūm ayyoubide à la lumière des dernières recherches et à l'aide des outils modernes de cartographie était le but annoncé de cet ouvrage, mais la portée des derniers chapitres est plus vaste encore, par leur contribution à l'histoire de l'islamisation. S'appuyant sur une solide bibliographie, Y. Rapoport exploite abondamment les sources papyrologiques et les synthèses récemment éditées et n'hésite pas à chercher les éléments de comparaison en dehors du strict contexte ayyoubide égyptien. Rendre lisibles les statistiques collectées par Nābulusī est un des points forts de cet ouvrage, qui peut se lire aussi comme l'exposé synthétique d'un système fiscal complexe et de ses multiples acteurs ; on ne peut qu'apprécier la lisibilité des tableaux, l'éclairage des cartes produites par un SIG développé en bijection avec les données du traité, l'ensemble rendu libre d'accès dans un microsite web. Souhaitons que ces données puissent être exposées prochainement en open-data, pour être exploitables et incluses dans d'autres SIG et bases de données historiques.

Christian Gaubert
IFAO